

La justice sous le contrôle des travailleurs

Il y a une solution au problème de justice et de société qui se pose en Belgique. Depuis une semaine, les travailleurs de ce pays en ont pris le chemin.

Pendant des mois, la population, les honnêtes gens, ont été balladés, naïfs que nous sommes, attendant sagement de voir ce qu'allait donner le creusement à la pelleuse du sol des maisons du pédophile-trafiquant d'enfants. La télé, la presse nous ont tout montré de chaque détail macabre, ne pensant qu'à faire de l'argent en vendant du sensationnel.

Mais les gros qui dirigent la presse et la télé sont liés au monde des riches, et ils ont pris peur. En Belgique, ils crient à la récupération alors que c'est lorsque nous sommes silencieux, isolés, que tout dans notre vie est récupéré par des gens que nous ne contrôlons pas. En France, ils ont censuré les grèves et les manifestations belges de la semaine. Tous les dirigeants prient pour que nous rentrions sagement au travail après la "*marche blanche*" de dimanche.

Ils ont peur depuis que les travailleurs ont pris le problème en mains par leurs moyens, la solidarité, la surveillance commune, la discussion et l'action collectives. Les travailleurs ont commencé à comprendre que c'est du côté des Palais de justice, des commissariats, et même des banques, qu'il y a beaucoup à creuser. L'argent de la pédophilie court sur les mêmes circuits que celui de la drogue, celui de la corruption, ou celui tiré de notre travail : tout cela finit par passer dans le secret des banques.

Le journal La libre Belgique cite les travailleurs d'Ikéo, les cheminots de la SNCB, et d'autres, devant la Générale de banque à Liège : "*Nous ne sommes pas là au nom de telle usine ou de telle entreprise, mais pour représenter le peuple, la base populaire. Les banques constituent le symbole de l'argent, donc du pouvoir, et c'est contre le pouvoir que nous réagissons*".

L'injustice, cela fait 20 ans que les travailleurs la ressentent, dans toute leur vie. On nous explique que c'est la faute de la situation internationale, qu'il faut accepter licenciements et chômage. Dans

l'affaire de la pédophilie, on n'a pas pu raconter d'histoire. Et la volonté de justice éclate maintenant.

Des juges de 5 pays européens, dont un belge et un français, ont dénoncé récemment l'impossibilité où ils sont de faire leur travail. Tous ceux que le gros argent pourrit d'une manière ou d'une autre se protègent en quelques heures, en déplaçant leur argent sale à travers les frontières. Il faut aux juges 1 an ou 2 pour obtenir une information dès qu'une frontière s'interpose. L'Europe est ouverte aux capitaux, pas à la justice.

En haut lieu, patrons et gouvernants sont solidaires. En 1994, quand le grand patron français de Schneider, Pineau-Valencienne, inculpé d'escroquerie, a été incarcéré à Bruxelles, il a eu le soutien de tous les patrons et a été libéré en échange de 15 millions de francs belges (2,5 millions français).

Pourquoi la justice doit-elle être réservée au monde des riches, à des individus qui les côtoient matin et soir, leurs doivent des comptes, et sont sous leur contrôle ? Le juge Connerotte a été dessaisi, mais il n'avait même pas le droit de toucher à des magistrats ou des hommes politiques. Ce qui se discute aujourd'hui, c'est de mettre en place une surveillance ouvrière de la justice.

Nous avons tous autour de nous des gens honnêtes et humains, des gens dévoués qui n'ont aucun poste à protéger, pas de train de vie à préserver, aucun capital à cacher. Nous pouvons imposer d'en bas qu'ils puissent suivre les enquêtes à fond, et nous dire tout ce qu'ils apprennent. Nous pouvons les élire en assemblée générale, les surveiller vraiment et s'il le faut les changer à tout moment. Ce sera sûrement plus clair et plus propre.

Seule la population travailleuse mobilisée n'est pas achetable. Seule elle peut nettoyer la justice, et commencer à nettoyer ainsi la société.

(Diffusé en Belgique)

14/10/2007

L'Ouvrier n° 185

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX (France)